



**Franciscans International**  
A voice at the United Nations



**Franciscans International**  
Rapport Annuel 2020

## *Imprint*

Franciscans International: 37-39 rue de Vermont, P.O. Box 104, CH-1211 Geneva 20, Suisse,  
T +41 22 779 40 10, [geneva@franciscansinternational.org](mailto:geneva@franciscansinternational.org)

Conception graphique:  **meinhardt** Verlag und Agentur, Friedensstraße 9, 65510 Idstein, Allemagne,  
T +49 6126 953 63-0, F +49 6126 953 63-11, [Info@meinhardt.info](mailto:Info@meinhardt.info)

Photo de couverture: © SFM JPIC – Des frères franciscains distribuent de la nourriture pendant un confinement suite à la Covid-19 aux Philippines

## *Franciscans International Rapport Annuel 2020*

<b>Introduction</b>	
Le mot du président	4
Le mot du directeur exécutif	5
Franciscans International en quelques chiffres	6
À propos de Franciscans International	8
Orientations stratégiques à partir de 2021	9
<b>Plaidoyer en 2020</b>	
Défendre les droits de l'homme à l'époque du Covid-19	11
Préserver notre Maison Commune	13
Migration et dignité des êtres humains	18
Business et droits de l'homme	23
<b>Programmes régionaux</b>	
Programme pour l'Afrique	16
Programme pour les Amériques	20
Programme pour l'Asie-Pacifique	26
<b>Rapport financier</b>	28
<b>Aidez-nous à protéger les droits de l'homme</b>	29
<b>L'équipe de FI</b>	30
<b>Conseil d'administration international</b>	31



## */ Le mot du président /*

Le rapport annuel qui vous est présenté couvre une année sans précédent dans l'histoire récente. La pandémie de Covid-19 nous a tous et toutes touchés et a envahi tous les aspects de notre vie de tous les jours. En tant que franciscains, notre tradition nous a toujours rapprochés de ceux qui sont défavorisés et qui vivent en marge de la société. Ce sont, comme souvent, ceux qui ont le plus souffert de cette crise. Partout dans le monde, nos sœurs et frères se sont consacrés à prendre en charge directement les personnes touchées par la pandémie, que ce soit en leur fournissant de la nourriture, un abri ou du soutien spirituel.

Cependant, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les causes sous-jacentes qui ont permis à cette situation de se produire. La montée et l'impact profond du Covid-19 sont inextricablement liés aux inégalités existantes et à la destruction en cours de notre Maison Commune. Notre lutte contre ces tendances doit inclure la réalisation des promesses inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est dans ce but que les franciscains sont venus aux Nations Unies et c'est pourquoi nous continuons à militer là-bas aujourd'hui.

Les défis qui nous attendent, ainsi que notre volonté de les relever de front, se reflètent dans les nouvelles réflexions stratégiques de Franciscans International à partir de 2021. Ils fourniront un cadre solide pour poursuivre notre ministère commun aux Nations Unies. Cela exprime également notre ambition de revigorer et de renforcer davantage les liens entre les forums des droits de l'homme à Genève et à New York, et les franciscains travaillant en première ligne.

Au nom du Conseil d'Administration International et de la Conférence de la Famille Franciscaine, je souhaite exprimer ma gratitude à tous les individus, ordres et congrégations, et autres organisations qui continuent à rendre ce travail possible. Nous reconnaissons également le travail important de nos sœurs et frères qui travaillent sans relâche pour soutenir leurs communautés et qui se sont exprimés aux Nations Unies, s'exposant parfois à des risques. Enfin, nous exprimons notre profonde gratitude pour le dévouement et la créativité du personnel de FI tout au long de cette année difficile.

Fraternellement,

**Joseph Rozansky OFM**  
*Président du Conseil d'administration international*

## / Le mot du directeur exécutif /

L'émergence du Covid-19, 2020 nous a fait passer une année éprouvante. Les sœurs et frères franciscains sur le terrain, les communautés qu'ils aident et Franciscans International dans son ensemble ont été touchés par la situation. Alors que tout s'arrêtait, il est devenu plus difficile de défendre les droits de l'homme à l'ONU, car plusieurs gouvernements ont profité des mesures contre le Covid-19 pour bafouer la dignité humaine et faire reculer les efforts de prévention du changement climatique.



Cependant, FI et ses partenaires se sont rapidement adaptés à la nouvelle situation : nous avons augmenté les consultations et les ateliers en ligne avec les partenaires en première ligne au lieu des visites dans les pays, nous avons facilité la participation en ligne des franciscains aux événements clés de l'ONU et nous avons organisé des événements parallèles virtuels qui nous ont permis d'avoir une portée plus grande que celle que nous aurions normalement eue. Par exemple, nous avons organisé des événements virtuels sur l'impact de l'industrie minière en République Démocratique du Congo, sur la détérioration de la situation des droits de l'homme aux Philippines et sur les dangers auxquels sont confrontés les défenseurs des droits humains au Guatemala, événements auxquels ont pu participer un public qui n'aurait pu venir à ces événements à Genève ou à New York.

Tout au long de l'année, nous avons également été conscients de l'importance de maintenir un lien fort et fructueux avec les franciscains sur le terrain, en plus des échanges en ligne. Non seulement ils nous fournissent des informations de première main sur les situations des droits de l'homme, mais ils sont également essentiels pour adresser avec précision ces situations aux mécanismes de l'ONU et aux représentants des États. Notre engagement à entretenir et à développer cette collaboration se reflète dans notre plan stratégique 2021-2024 que nous avons soigneusement élaboré après des discussions et des évaluations approfondies. De plus, c'est notre souhait de continuer à aborder les questions nationales, régionales et mondiales des droits de l'homme qui nous tiennent à cœur.


Fraternellement,

**Markus Heinze OFM**  
*Directeur exécutif*

# / Franciscans International en quelques chiffres /

## Influencer

4   
consultations pays

102   
Franciscains et autres partenaires ont bénéficié du renforcement de capacités / d'élaboration de stratégies

Plus de 600



membres de la famille franciscaine sensibilisés lors de 13 rencontres

23



Franciscains et autres partenaires plaidant aux Nations Unies

10



événements et conférences de plaidoyer (virtuels)

67



actions de plaidoyer et soumissions de rapports aux Nations Unies

16



documents des Nations Unies influencés

64%



des recommandations de FI incluses dans les rapports des Nations Unies

*Attirer l'attention*

*Prévenir des nouvelles violations*

*Faire pression pour le changement*

## */ Notre focus /*



Justice  
environnementale



Industries  
d'extraction



Protection des  
défenseurs des droits  
humains



Populations  
autochtones



Justice et  
responsabilité



Groupes  
marginalisés



Personnes en  
mouvement



Droit à l'eau et à  
l'assainissement

## */ Où nous travaillons /*





## */ À propos de Franciscans International /*

Franciscans International est une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Au cœur de notre mission se trouve la croyance en la dignité de tous et toutes, qui se manifeste dans notre engagement à protéger et à préserver les droits de l'homme et l'environnement.

Depuis notre création en 1989, nous plaidons avec et au nom des franciscains pour prévenir, dénoncer et lutter contre les violations des droits de l'homme par l'utilisation stratégique des processus et mécanismes des Nations Unies (ONU). Nous le faisons en portant les cas de discrimination et de violence commis contre des individus et des groupes vivant en marge à l'attention des décideurs internationaux, et en influençant en conséquence les processus décisionnels et normatifs des Nations Unies sur un certain nombre de questions et de pays.

Suivant leur spiritualité et leurs valeurs fondées sur la simplicité, la fraternité, la paix et le souci de la création, les franciscains vivent et travaillent souvent avec des groupes et des individus défavorisés, ont leur confiance et sont parmi les plus proches de leurs préoccupations. De ce fait, de nombreux franciscains sont des défenseurs des droits humains, et FI est leur voix à l'ONU.

Avec des bureaux à Genève et à New York, FI opère sous le parrainage de la Conférence de la Famille Franciscaine (CFF), qui représente les différentes branches de la Famille franciscaine. Ministres Généraux des Conventions (OFMConv), les Capucins (OFMCap), l'Ordre des Frères Mineurs (OFM), le Troisième Ordre Régulier (TOR), la Conférence Franciscaine Internationale des Sœurs et Frères du Troisième Ordre Régulier (IFC-TOR) et les Franciscains Séculiers (OFS), ainsi qu'un conseil d'administration international qui comprend également un représentant des franciscains anglicans, travaillent avec l'équipe de direction de FI et le personnel dévoué pour s'assurer que l'organisation soutient et maintient l'engagement de la famille franciscaine en faveur de la justice et de la paix dans le monde.





Des franciscains manifestent pour réclamer un droit constitutionnel à l'eau  
© JPIC El Salvador

## */ Orientations stratégiques à partir de 2021 /*

FI évalue et définit régulièrement ses objectifs internes et externes pour refléter les besoins et les changements sur le terrain. En 2020, alors que la pandémie de Covid-19 nous a davantage motivés à faire le point sur notre travail commun avec les franciscains et d'autres partenaires, le personnel de FI et son conseil d'administration international ont mené un processus de développement stratégique pour préparer l'avenir. Des entretiens avec des franciscains et d'autres organisations partenaires, des débats internes et des évaluations, ainsi qu'un véritable désir d'assurer la pertinence et l'impact continu du travail de FI, tout cela a guidé nos pas au cours de ce voyage.

Ce processus a conduit à un engagement renouvelé et réaffirmé à développer des relations de long terme avec les franciscains et d'autres partenaires qui sont explicitement disposés à amplifier leurs préoccupations pour la dignité humaine et l'environnement au niveau international et à plaider pour le changement.

Concrètement, cela signifie que FI veut:

- Recentrer son plaidoyer sur les questions régionales et nationales, telles qu'identifiées par les franciscains locaux et leurs alliés. Plus de temps, d'énergie et de capacités sont désormais consacrés aux programmes régionaux de FI qui s'engagent directement auprès des personnes et des problèmes sur le terrain par le biais du renforcement des capacités, ainsi que des stratégies et actions de plaidoyer conjointes.
- Rendre ses efforts pour placer les droits humains au centre des processus d'élaboration des politiques mondiales plus sélectifs que dans le précédent plan stratégique (2017-2020). Les priorités incluent désormais le travail de coalition de FI pour obtenir de nouvelles normes de protection à l'ONU pour faire face à la crise climatique en cours et promouvoir la justice environnementale, un traité de l'ONU pour tenir les entreprises responsables des violations des droits humains, et les débats à l'ONU de New York sur la paix et la sécurité dans les pays où nous sommes actifs. Ce sont tous des processus qui résonnent profondément avec le travail accompli par les franciscains et leurs partenaires en première ligne.
- Continuer à développer et promouvoir l'une des principales valeurs ajoutées de FI : amener les frères et sœurs franciscain.e.s, d'autres militants de première ligne et, parfois, les personnes concernées elles-mêmes devant l'ONU. Nous sommes l'une des rares organisations internationales à le faire régulièrement et efficacement tout en veillant à ce que l'élaboration des politiques et les déclarations à l'ONU reflètent et abordent effectivement les réalités vécues sur le terrain. Des initiatives de communication et de sensibilisation - y compris un nouveau site Web plus convivial, ainsi que des traductions de notre contenu dans plus de langues - sont en cours pour accroître la visibilité et l'accessibilité du travail des franciscains, à la fois sur le terrain et à l'ONU, vers la Famille franciscaine globale et les partenaires internationaux pertinents.

Une synthèse des orientations stratégiques de FI peut être consultée sur notre site Internet.



## / Plaidoyer en 2020 /

### *Défendre les droits de l'homme en période de Covid-19*

L'émergence du nouveau coronavirus en décembre 2019 a eu un impact immédiat sur le travail de Franciscans International. Le 13 mars 2020, la 43e session du Conseil des droits de l'homme a été suspendue en raison de la fermeture des bureaux des Nations Unies à Genève. Le siège de l'ONU à New York a suivi peu de temps après, et plusieurs sessions et sommets clés de l'ONU ont été soit reportés soit annulés. Tout au long de 2020, il a été difficile d'accueillir des personnes à Genève et à New York - l'un des moyens directs par lesquels FI permet aux franciscains de s'engager avec les parties prenantes à l'ONU - ou de mener des missions d'enquête dans le pays et des ateliers de renforcement des capacités.

Cependant, l'impact le plus immédiat a été ressenti par nos frères et sœurs franciscain.e.s en première ligne, qui servaient des communautés déjà marginalisées et défavorisées. Les confinements et la perte de revenus ont signifié que davantage de personnes comptaient sur eux pour leur soutien. Alors que les frontières se fermaient, les migrants se sont retrouvés sans accès aux services de base. FI a également relayé de nombreux rapports sur les effets disproportionnés du Covid-19 et des mesures connexes sur les communautés autochtones. Dans certains pays, la pandémie de Covid-19 a servi de prétexte pour renforcer les politiques répressives, sévir contre la société civile ou faire reculer les protections environnementales.

Au fur et à mesure que l'an 2020 avançait, FI a exploré de nouvelles stratégies pour s'assurer que les préoccupations de nos partenaires pourraient toujours atteindre l'ONU. Les témoignages que nous avons reçus de leur part ont été

*Le Conseil des droits de l'homme se réunit dans un format « hybride »*  
© UN Photo



*Des frères franciscains distribuent de la nourriture pendant un confinement suite à la Covid-19 aux Philippines*

© SFM JPIC

transmis à l'ONU par divers canaux formels et informels. Ceci a également constitué la base de deux déclarations de FI publiées sur la Covid-19 et les droits de l'homme en avril 2020, la première mettant en lumière les expériences des frères et sœurs franciscain.e.s à travers le monde et la seconde se concentrant sur l'extrême pauvreté et la justice environnementale.

Alors que certaines sessions de l'ONU reprenaient sous un format numérique ou « hybride », FI a profité de la nouvelle situation en offrant une plate-forme à ceux qui n'auraient pas pu être en mesure d'assister à ces sessions en personne, même dans des circonstances normales. Des discussions virtuelles ont été organisées par FI et ses partenaires lors des sessions de l'ONU au lieu des événements parallèles traditionnels, ouvrant souvent ces réunions à un public plus large.

Bien que la Covid-19 ait été au premier plan de la plupart des délibérations à l'ONU en 2020, il est également évident que les impacts de la pandémie sont exacerbés par les problèmes sous-jacents des droits de l'homme. La dégradation de l'environnement, l'extrême pauvreté et le non-respect des droits à l'eau et à l'assainissement ont tous contribué à aggraver ses conséquences. En tant que tel, tout au long de l'année, FI s'est engagé à rester concentré sur ses trois piliers thématiques que sont la dignité humaine, la paix et la réconciliation, et la protection de notre planète.

*Inondations dues à l'érosion aux  
Îles Salomon*

© Society of St. Francis



## Préserver notre Maison Commune

Bien que les impacts de la « triple crise planétaire » de la biodiversité, du climat et de la pollution se font de plus en plus sentir directement dans les communautés du monde entier, une réponse internationale à la hauteur de cette crise fait toujours défaut. La Covid-19 a porté un nouveau coup à ces efforts, la 26e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP26), considérée comme une opportunité essentielle pour réévaluer les engagements pris par les États dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, étant reportée à fin 2021.

Néanmoins, Franciscans International a continué à faire pression pour une action significative, notamment en créant une dynamique pour deux processus qui considèrent les questions environnementales du point de vue des droits humains. Le premier est la création d'un nouveau mandat pour un expert de l'ONU dirigeant les travaux sur le changement climatique et les droits de l'homme. Dans plusieurs déclarations à l'ONU, FI a exposé les arguments en faveur d'un tel Rapporteur Spécial, soulignant que le Conseil des droits de l'homme n'a actuellement pas les moyens d'aborder les questions climatiques de manière globale et que ce mandat est essentiel pour garantir que l'impact des réponses climatiques sur les droits des personnes, en particulier les plus marginalisés et défavorisés, sont dûment pris en compte.

Le deuxième processus est la reconnaissance mondiale d'un environnement sûr, propre, sain et durable en tant que droit de l'homme. En septembre, FI a approuvé un appel à l'action, signé par plus de 850 organisations, pour le faire de toute urgence. Bien que ce droit soit déjà reconnu dans certaines lois nationales et régionales sous différentes formes, les menaces à son encontre transcendent les frontières et ne peuvent être combattues qu'au niveau mondial. Cela ouvrirait de nouvelles voies juridiques et politiques pour exiger des États une action plus ferme pour réduire les effets du changement climatique, de la pollution et préserver la biodiversité. Elle est également étroitement liée à la jouissance d'autres droits humains. Des exemples ont été mis en évidence dans un deuxième appel à l'action signé par FI expliquant comment le droit à un environnement sain peut aider à réaliser les droits de l'enfant.

Parallèlement, FI a soulevé des questions liées au changement climatique lors de l'Examen périodique universel (EPU), un mécanisme qui examine l'historique des États membres des Nations Unies en matière de droits de l'homme selon des cycles de quatre ans et demi. À cette fin, FI a également fait une déclaration lors de la 43e session du Conseil des droits de l'homme félicitant l'intérêt croissant et les discussions en faveur d'une inclusion plus adéquate et systématique des questions liées au changement climatique au cours de l'EPU, et a fait des recommandations sur la façon de tirer parti de cet élan.

Dans des cas spécifiques à certains pays, FI a utilisé l'EPU du Kiribati - un État dont l'existence même est menacée par le changement climatique - pour saluer l'engagement du pays à mettre en œuvre des initiatives climatiques inclusives et communautaires et souligner l'importance de lutter contre cette crise dans un contexte mondial. FI a également fait part de ses

*« En faisant campagne contre l'exploitation forestière extractive, nous pouvons ressembler à David contre le puissant Goliath, mais nous faisons confiance à l'aide de Dieu et aux partenariats que nous formons avec d'autres groupes travaillant pour le même objectif. »*

Frère Christopher John SSF,  
Ministre Général du climat





Frère René Flores OFM lors des consultations communautaires au Salvador  
© JPIC El Salvador

préoccupations concernant les problèmes climatiques lors de l'EPU de l'Australie et dans une soumission au Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Comme début d'un nouveau partenariat avec les franciscains anglicans des Îles Salomon, FI a également soumis un rapport des parties prenantes de l'EPU sur l'exploitation forestière industrielle et ses conséquences en aval sur l'environnement et les moyens de subsistance.

Au Salvador, les franciscains et d'autres partenaires ont lancé une campagne sur le droit à l'eau - un sujet de plaidoyer clé dans ce pays touché par de graves pénuries et la pollution. FI a soutenu leur appel à un amendement constitutionnel pour reconnaître les droits à l'eau et à l'assainissement, notamment en facilitant les communications avec le Desk Officer des Nations Unies pour le Salvador et dans d'autres forums des Nations Unies à Genève et à New York. Par exemple, le 15 octobre, FI a organisé une consultation avec le Réseau sur les eaux transfrontalières en Amérique centrale et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits à l'eau et à l'assainissement pour renforcer davantage les liens entre le plaidoyer aux niveaux local et international. Ce même jour, le Congrès du Salvador a voté en faveur de l'amendement constitutionnel. FI et ses partenaires travaillent maintenant pour s'assurer que cet amendement soit ratifié par la nouvelle législature.

FI a également souligné ces liens entre les différents niveaux de travail de plaidoyer tout au long de ses autres événements. Par exemple, lors du Forum politique de haut niveau annuel des Nations Unies (HLPF), nous avons organisé et participé à trois événements couvrant un éventail de questions, notamment l'extrême pauvreté, le droit à l'eau, l'environnement et les objectifs de développement durable. Ici, des experts des droits de l'homme et des diplomates ont pu s'appuyer sur des expériences de première main pour tirer des enseignements concrets pour une action future, en liant le développement durable, les politiques climatiques et le respect des droits de l'homme.



Frère Benedict lors d'une manifestation pour le climat en Pologne  
© Franciscans International

## Franciscains et droits de l'homme : Frère Benedict Ayodi OFM Cap

Benedict Ayodi est né à Kakamega, au Kenya, dans une famille de 7 frères et sœurs et a grandi avec une solide éducation catholique. Entrant en contact avec des missionnaires franciscains capucins après l'université, il décide de se consacrer à la vie et au charisme de François d'Assise et rejoint le Premier Ordre.

Travailler pour les droits de l'homme et la consolidation de la paix a été une constante dans sa vie. Son implication et son lien profond avec cette cause découlent de son engagement farouche envers les valeurs franciscaines et de son souhait « d'amplifier les voix de ceux qui souffrent dans notre société pour trouver la paix, l'harmonie et la justice ».

Pour ce faire, il est devenu vicaire dans une paroisse tout en étant le directeur régional de l'Initiative de paix de Damiette (DPI), un projet de paix local promouvant les valeurs de justice, de paix, de dialogue interreligieux et de souci de l'environnement

en Afrique de l'Est. Il a également opéré pendant six ans en tant que directeur du bureau international de justice, paix et intégrité de la création (JPIC) pour les franciscains capucins à Rome et a siégé au comité directeur du Mouvement catholique mondial pour le climat (GCCM) entre 2015 et 2020.

C'est en 2008 que Frère Benedict a rencontré FI pour la première fois, faisant une déclaration sur la violence post-électorale au Kenya au Conseil des droits de l'homme à Genève. Il a ensuite poursuivi son implication dans l'organisation et a été membre du conseil d'administration international de FI pendant 6 ans. A l'automne 2020, il est devenu membre du personnel de FI en tant que nouveau chargé de la sensibilisation, fer de lance de nos efforts pour approfondir les relations de FI avec ses frères et sœurs et les sensibiliser aux problèmes des droits humains. Frère Benedict sera basé dans notre bureau de New York.

## / Programme pour l'Afrique /

En 2020, FI a entamé une réorientation de son programme Afrique. Cette décision a été motivée par une combinaison de facteurs, y compris les circonstances changeantes sur le continent et l'évolution des besoins des franciscains avec lesquels nous travaillons. Dans certains cas, le succès des projets en cours a également permis de réduire le soutien de FI. Nous prévoyons de finaliser ce processus, qui vise à favoriser de nouveaux partenariats et à garantir que les priorités de FI s'alignent sur les besoins des frères et sœurs franciscains sur le terrain, d'ici la fin de 2021.



### Bénin

Depuis plus d'une décennie, les franciscains luttent contre l'infanticide rituel des soi-disant « enfants sorciers », combinant des campagnes de sensibilisation locales avec un plaidoyer international pour pousser le gouvernement à mettre en œuvre de meilleures protections législatives - un effort qui a été cité par l'UNICEF comme une bonne pratique pour la collaboration entre le terrain et le plaidoyer international. Les franciscains du Bénin recentrent une partie de leurs efforts en réponse à ces dynamiques et espèrent construire un refuge dans le nord du pays. Cependant, quand nécessaire, ils poursuivent également leur travail à l'ONU. Par exemple, le Frère Auguste Agoumpké OFM Cap de Franciscains-Bénin s'est rendu à Genève pour soulever avec succès cette question au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, qui a publié ses observations finales sur le Bénin en mars 2020.



### La République Démocratique du Congo

Les franciscains, ainsi que l'Église catholique au sens large, ont joué un rôle déterminant en République démocratique du Congo (RDC) alors qu'elle a connu plusieurs transitions politiques au cours des dernières années. FI et ses partenaires ont été particulièrement attentifs aux développements dans le secteur minier, une industrie qui alimente les violations des droits humains depuis des décennies. En 2020, nous avons fait des déclarations au Comité des droits économiques, sociaux et culturels et au Conseil des droits de l'homme. Nous avons également organisé un webinaire lors de la 45e session du Conseil au cours duquel des chefs de communautés religieuses et d'autres experts de la RDC ont discuté des problèmes actuels liés à la mise en œuvre du Code minier révisé de 2018 et des leçons à tirer pour des efforts similaires ailleurs.



### Zambie



## LE PROGRAMME AFRIQUE EN BREF

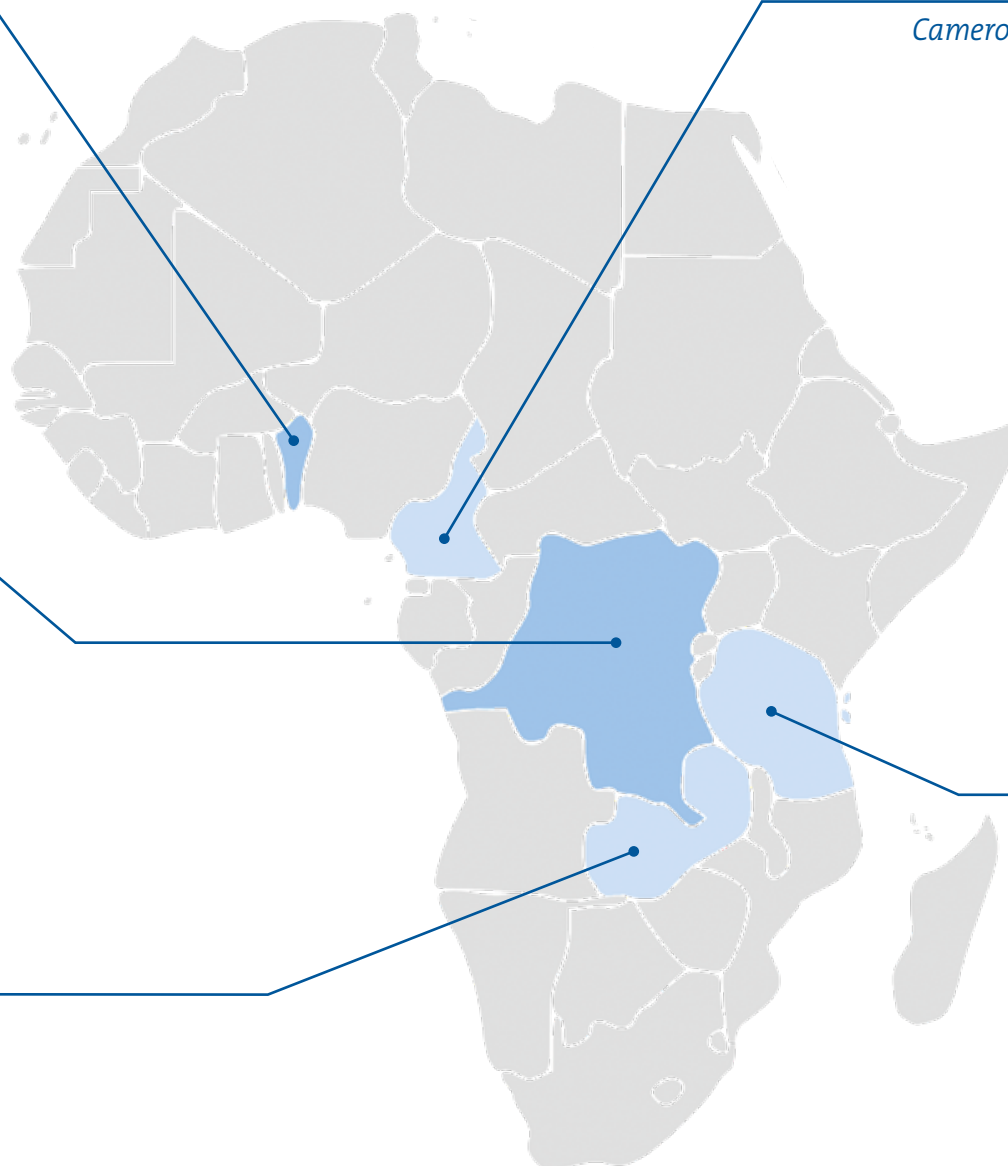
- A accueilli un partenaire du Bénin à Genève et facilité les interventions en ligne de deux autres partenaires de la RDC ;
- A soumis trois rapports à l'ONU sur l'impact de l'exploitation minière en RDC, la santé reproductive et les droits des enfants au Bénin, et la discrimination contre la minorité anglophone au Cameroun ;
- A prononcé 2 déclarations orales lors des sessions pertinentes de l'ONU sur la question de l'exploitation minière en RDC ;
- A participé aux examens de la RDC et du Bénin par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) ;
- A organisé un événement parallèle en ligne sur l'impact du Code minier révisé de la RDC sur les communautés locales ;
- A conduit 2 visites de pays en RDC et en Tanzanie pour explorer de nouvelles opportunités de partenariat et collecter des informations sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.
- A tenu des consultations et des séminaires d'élaboration de stratégies avec 28 supérieurs franciscains en Tanzanie et 43 participants de la société civile locale et des diocèses régionaux de la RDC respectivement.



*Cameroun*



*Tanzanie*



*« De nombreuses organisations qui soutiennent les migrants, y compris les franciscains, ont été attaquées, menacées, harcelées et stigmatisées par les autorités étatiques et des acteurs non étatiques. »*

Frère Armando Gonzalez OFM,  
réseau franciscain pour les migrants (RFM)

## Migration et dignité humaine

La fermeture des frontières et autres restrictions de voyage en 2020 n'ont pas eu un grand impact sur la réduction des migrations à travers le monde. Cependant, la Covid-19 a encore aggravé la situation difficile à laquelle sont confrontées de nombreuses personnes en déplacement. Fin mars, des experts de l'ONU ont mis en garde contre une recrudescence du racisme et de la xénophobie due à la pandémie, notamment contre les demandeurs d'asile et les migrants. Au fur et à mesure de la mise en œuvre des restrictions, les partenaires franciscains ont signalé que les migrants et les demandeurs d'asile se sont retrouvés sans informations et sans accès aux soins de santé, à la nourriture, à un abri et à d'autres services essentiels. Beaucoup sont restés bloqués lorsque les autorités administratives ont été paralysées, avec peu de capacités pour faire face à ces longs transits imprévus. Ces témoignages et d'autres ont été récoltés et mis en évidence par Franciscans International dans sa première déclaration sur la Covid-19 et les droits de l'homme en avril 2020.

Le travail de FI sur la migration tout au long de l'année s'est concentré sur les Amériques, où de nombreux facteurs tels que la violence, l'extrême pauvreté et le changement climatique continuent de stimuler sans relâche la mobilité humaine après que les caravanes de l'exode en 2018 et 2019 ont fait la une des journaux internationaux. FI a encore renforcé sa collaboration avec le Réseau franciscain pour les migrants (RFM). Fondé à l'origine par la commission de Justice, Paix et Intégrité de la Création (JPIC) de l'Ordre des Frères Mineurs en avril 2018, ce réseau s'est développé pour inclure différentes branches de la famille franciscaine et relie désormais des refuges d'Amérique centrale, du Mexique et des États-Unis.

*Un frère franciscain accompagne un groupe de migrants*  
© RED Franciscana





*Une femme et un enfant de la ville de Kabwe, en Zambie, qui souffre d'une forte pollution au plomb due aux mines à proximité*

© Lawrence Thompson

Les frères et sœurs qui travaillent dans ces refuges le font dans un environnement de plus en plus hostile à la fois aux personnes en déplacement et à celles qui cherchent à les soutenir. En juillet, Frère Armando Gonzalez OFM a été invité par FI à s'adresser au Conseil des droits de l'homme, où le RFM a fait une déclaration officielle à l'ONU pour la première fois. Dans sa déclaration, Frère Armando a dénoncé les menaces, les attaques et la stigmatisation contre les personnes soutenant les migrants. Il a également averti que la militarisation des frontières dans la région n'a pas dissuadé la migration mais oblige plutôt les gens à rechercher des itinéraires alternatifs, et souvent plus dangereux, pour éviter certains des problèmes rencontrés par la caravane de l'exode d'octobre 2020.

FI a également visité un projet franciscain au Brésil qui soutient les populations migrantes, afin de développer et de renforcer les partenariats. Tout au long de l'année 2020, FI a soulevé des informations et des préoccupations relayées par les franciscains des Amériques à l'ONU, notamment à travers plusieurs déclarations au Conseil des droits de l'homme et un certain nombre de soumissions aux Procédures Spéciales des Nations Unies. Les témoignages recueillis dans ces refuges franciscains se reflètent également dans un diagnostic de plaidoyer plus complet sur les dynamiques migratoires au nord de l'Amérique centrale, au Mexique et aux États-Unis lancé par FI et la RFM début 2021.

Malgré ce fort engagement sur ces questions dans les Amériques, les idées fausses et l'hostilité croissante contre les personnes en mouvement sont un phénomène mondial. En novembre 2020, FI a lancé « Abattre les Murs » (« Tearing Down the Walls »), une nouvelle publication qui remet en question les mythes sur la migration du point de vue des droits humains. En reliant l'expérience de première main des franciscains au droit international des droits de l'homme et aux mécanismes pertinents, elle constitue un outil très concret pour les personnes travaillant à soutenir les migrants et les réfugiés.

# / Programme pour les Amériques /



## Mexique



## Guatemala



Les défenseurs des droits humains (DDH) au Guatemala travaillent dans un environnement de plus en plus hostile, en particulier pour ceux qui travaillent à protéger leurs terres et leurs eaux contre les menaces posées par le développement de nouveaux mégaprojets. Rien qu'en 2020, plus de 1.000 agressions contre des DDH ont été signalées. Cela a été encore accentué par l'impact disproportionné de la pandémie de Covid-19 sur les différents peuples autochtones de ce pays. Tout au long de l'année, FI a mis en lumière plusieurs cas emblématiques de violations des droits humains tels que l'emprisonnement de l'éminent leader indigène Bernardo Caal Xol, les impacts négatifs des industries extractives sur la jouissance du droit à l'eau, et les conséquences des mesures relatives au Covid-19 sur la situation des droits de l'homme dans le comté. Ce travail de plaidoyer a donné des résultats positifs car plusieurs de ces préoccupations ont été prises en compte par les comités et experts des droits de l'homme des Nations Unies, qui à leur tour ont soulevé ces questions avec le gouvernement du Guatemala.



## El Salvador



## Brésil



Les franciscains, ainsi que l'Église catholique au sens large, ont pris une position ferme contre la détérioration des droits de l'homme au Brésil qui affecte de grandes parties de la société, y compris les peuples autochtones, les groupes minoritaires et les communautés marginalisées et pauvres. Pour mieux les soutenir, le coordinateur du programme Amériques de FI s'est rendu au Brésil pour une mission de deux semaines en janvier 2020. Ce fut l'occasion d'approfondir les contacts, d'échanger des informations et de construire des stratégies de plaidoyer avec différents groupes franciscains et communautés locales. Ceux-ci comprenaient un projet franciscain avec des migrants à São Paulo, des sœurs luttant aux côtés des peuples autochtones contre la discrimination raciale et les expulsions dans le Mato Grosso do Sul, et des communautés profondément affectées par les industries minières dans le Minas Gerais, notamment par la rupture d'un barrage de résidus à Brumadinho. Les informations de première main recueillies par FI ont été relayées à travers de fortes soumissions à l'ONU pour exposer les faits et rappeler les obligations du Brésil en matière de droits humains.



## LE PROGRAMME AMÉRIQUES EN BREF

- A accueilli deux représentants du Brésil à Genève et facilité les interventions en ligne de neuf partenaires supplémentaires du Guatemala (4), d'El Salvador (3), du Honduras (1) et du Brésil (1) ;
- A soumis 15 rapports à l'ONU sur l'impact négatif des activités commerciales et des mesures liées au Covid-19 à travers le continent, y compris sur plusieurs peuples autochtones, les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, les victimes de la traite des personnes et les migrants ;
- A fait 14 déclarations orales lors des sessions pertinentes de l'ONU sur ces questions ;
- A participé aux examens du Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour le Guatemala, El Salvador, le Chili et la Suède, ainsi que du Comité des droits de l'homme pour Haïti ;
- A organisé trois événements en ligne sur l'exploitation minière et les déchets toxiques, l'accès à l'eau en Amérique centrale et les menaces contre les DDH au Guatemala.
- A mené une mission d'enquête au Brésil ; et
- A participé à un atelier en ligne de construction de stratégie avec 15 membres du Réseau franciscain pour les migrants.



»Tearing Down the Walls« est disponible en anglais, allemand, italien, portugais et espagnol  
© Franciscans International

## Abatte les murs

De par le monde, les discours hostiles et xénophobes se multiplient contre les migrants et les réfugiés, alimentant des politiques hostiles à leur encontre. Ces perceptions contrastent souvent avec la réalité du terrain - une réalité dont sont témoins quotidiennement les sœurs et frères franciscains du monde entier qui travaillent pour soutenir et protéger les personnes en mouvement.

En novembre 2020, FI a pris leurs témoignages comme fondement de « Abatte les murs », qui vise à dissiper les mythes courants et les idées fausses concernant la migration. La publication relie également les expériences et les défis de première main des franciscains à des articles pertinents du droit international des droits de l'homme, fournissant des aides concrètes pour que les gens agissent.

La publication touche également à quelque chose de plus profond : dans l'avant-propos de « Abatte les murs », le cardinal Michael Czerny SJ, sous-secrétaire de la Section des migrants et des réfugiés du Vatican note que le concept « d'être en mouvement » est profondément enraciné dans l'entendement franciscain, car François a dit à ses disciples qu'ils devraient passer leur vie en tant que « pèlerins et étrangers » dans le monde.

Il n'est peut-être pas surprenant, conclut le cardinal Czerny, que « Inspiré par l'ouverture d'esprit de St. François, qui ne connaissait pas de limites et transcendait les différences d'origine, de nationalité, de couleur ou de religion », beaucoup de ses disciples se sont consacrés à soutenir les migrants et les réfugiés dans le monde à une époque où les « anciens facteurs » tels que la violence et la pauvreté ainsi que les « nouveaux facteurs » comme le changement climatique, forcent les gens à quitter leur foyer.

## Business et droits de l'homme

Les impacts négatifs des activités commerciales, en particulier celles qui se déroulent à travers des frontières, sur les droits de l'homme, ainsi que les obstacles rencontrés par ceux qui cherchent à rendre des comptes pour ces violations, restent une préoccupation prioritaire pour Franciscans International. Notre engagement à l'ONU sur cette question est en partie informé par les expériences des franciscains partagées à travers nos programmes régionaux. Ces franciscains agissent parmi des personnes dont la vie a été profondément affectée par la négligence des entreprises, ou lorsque l'environnement et les moyens de subsistance sont menacés par le développement de nouveaux projets industriels.

Depuis sa création en 2014, FI a joué un rôle de premier plan dans l'engagement de la société civile avec le groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales (IGWG), où les États membres de l'ONU délibèrent sur un nouvel instrument juridiquement contraignant (un traité) pour réglementer les affaires dans le droit international des droits de l'homme. Alors que les années précédentes, FI accueillait des chefs religieux et des représentants à Genève pour partager les défis rencontrés par leurs communautés, le processus passe maintenant à une étape plus technique.

Bien que les restrictions de Covid-19 aient rendu les négociations et les interactions directes entre les États beaucoup plus difficiles, FI et d'autres membres de la société civile « Alliance de Traité » étaient toujours en mesure de suggérer des améliorations pour promouvoir une plus grande responsabilité pour les abus des entreprises, dont certains se reflètent dans le dernier texte proposé du projet de traité. Parmi celles-ci figuraient nos suggestions pour reconnaître le concept de « dommage transgénérationnel », reflétant les préoccupations partagées par les partenaires que l'impact de la pollution et des toxines affectera également les générations futures, l'inclusion des entreprises publiques dans la définition des « activités commerciales », et une référence au consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones qui sont souvent affectés par les projets de développement.

FI a également profité de la 6e session de l'IGWG en octobre pour organiser un événement sur les cas de la Zambie et du Chili qui illustrent les obstacles juridiques à l'accès et à l'obtention de la justice dans ce contexte. La discussion a exploré à la fois les actions qui peuvent déjà être entreprises et les lacunes qui doivent être comblées par le futur traité sur les entreprises et les droits de l'homme. Dans le cas du Chili, qui implique une société minière suédoise déversant des déchets toxiques dans la ville d'Arica, FI a également soulevé la question auprès du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR). Une partie de nos recommandations ont été reflétées par le Comité, y compris par sa demande au gouvernement suédois de fournir des informations sur les lacunes législatives et politiques identifiées dans les affaires judiciaires, y compris celles relatives à Arica.

Tout au long de l'année, FI a mis fortement l'accent sur la situation des droits de l'homme au Brésil, où les franciscains ont une longue histoire d'engagement sur les questions liées à l'exploitation minière. Un sujet de préoccupation particulier est la situation à Brumadinho, où la négligence des entreprises et une mauvaise réglementation ont conduit à l'effondrement d'un barrage en janvier 2019 qui a tué plus de 270 personnes. Le coordinateur du programme des Amériques de FI a assisté à la commémoration du premier anniversaire de la catastrophe lors d'une mission d'enquête dans l'État du Minas Gerais avec des partenaires franciscains.

*« Nous sommes entrés en contact direct avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'eau et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies. Sans FI en tant qu'intermédiaire, nous n'aurions aucun moyen d'atteindre ces sphères d'influence aux Nations Unies. »*

David Paredes, Red Nacional por la Defensa de la Soberanía Alimentaria en Guatemala.

Suite à cette visite, les difficultés persistantes rencontrées par la communauté, notamment dans la recherche de réparations pour les victimes auprès de l'entreprise propriétaire du barrage, ont également été évoquées lors de la 43e session du Conseil des droits de l'homme par Mgr. Vicente Ferreira, évêque auxiliaire de Belo Horizonte, dont le diocèse comprend Brumadinho. Cette question a de nouveau été soulevée lors de la 45e session du Conseil par Dom Walmor Oliveira de Azevedo, président de la Conférence nationale des évêques du Brésil, qui a averti que le gouvernement cherchait à assouplir davantage les procédures de licence environnementale, au lieu de mettre fin à l'impunité qui prévaut dans les affaires liées à l'exploitation minière.

Après la catastrophe, FI a également travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires sur le terrain pour fournir des informations et faciliter les réunions avec le Rapporteur Spécial sur les déchets toxiques lors de sa visite au Brésil en décembre 2019. Les conclusions ont été présentées au Conseil des droits de l'homme par son successeur en septembre 2020. Afin d'attirer l'attention voulue sur ce rapport, FI a lancé une série d'infographies en anglais et en portugais, mettant en évidence les principales conclusions et recommandations.

*Mgr Vicente Ferreira et Frère  
Rodrigo Péret OFM devant l'ONU à  
Genève*

© Franciscans International







Les sœurs franciscaines catéchistes aux côtés des Guarani-Kaiowás  
© Franciscans International

## Aux côtés des peuples autochtones du Brésil

La terre est une pierre angulaire de la culture des Guarani-Kaiowás, importante à la fois dans la vie et dans la mort. Néanmoins, l'histoire des peuples indigènes du Mato Grosso do Sul au Brésil a été marquée par des expulsions forcées pour faire place à l'exploitation forestière et à l'agriculture à grande échelle : d'abord pour le coton, plus tard pour le café et maintenant pour la culture du soja. Ceux qui peuvent rester sont confrontés à la pauvreté, à des soins de santé médiocres et à des menaces constantes. Les fermes voisines ont pollué la terre et l'eau. En 2019, des experts de l'ONU ont même documenté des incidents où des avions ont aspergé des écoles autochtones avec des pesticides.

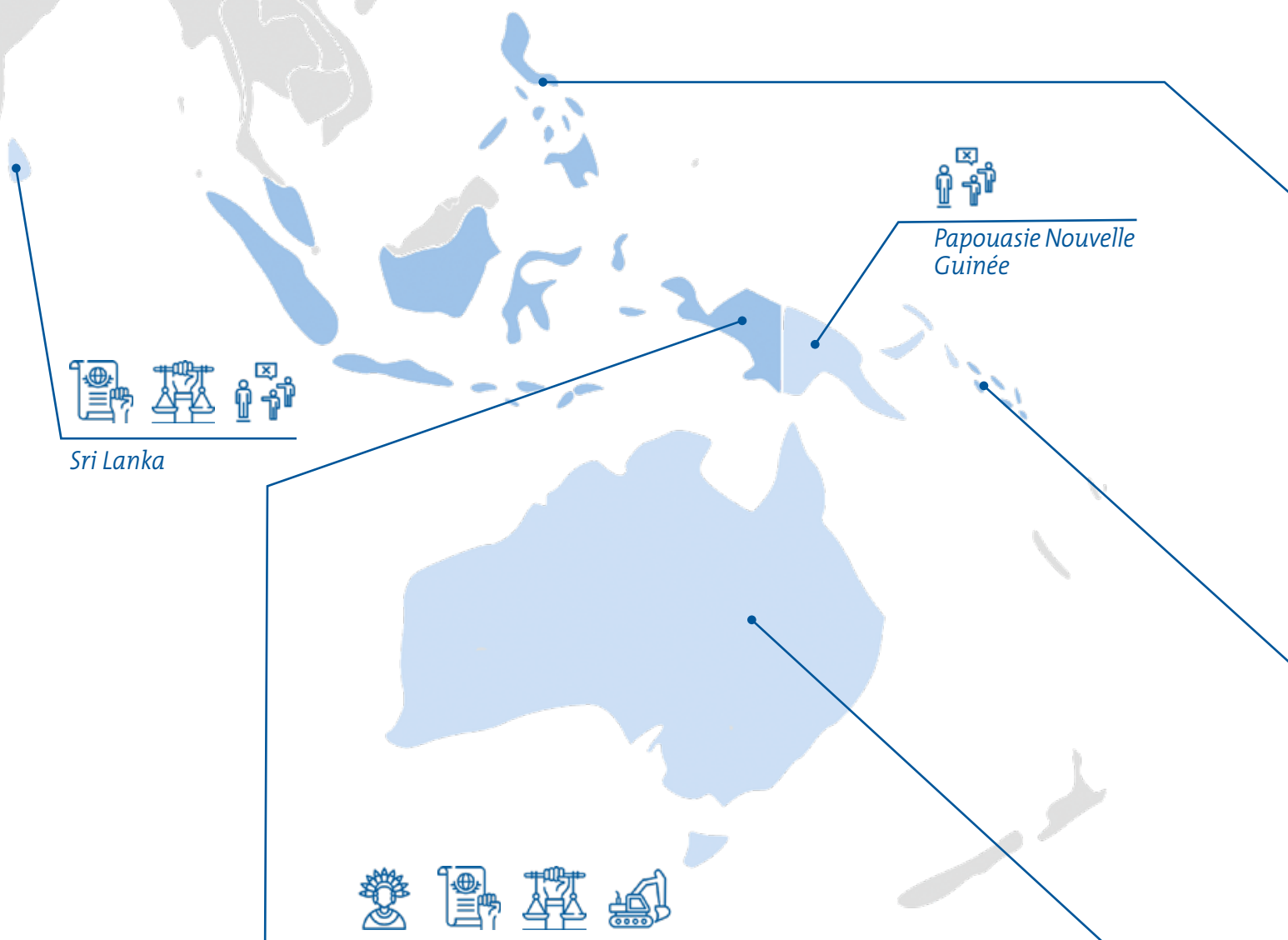
Au cours des huit dernières années, la communauté des sœurs franciscaines catéchistes de São Paulo a soutenu les Guarani-Kaiowás, en fournissant des soins et en offrant un renforcement des capacités aux responsables de tous les territoires indigènes de la région. « L'exemple vécu par François d'Assise est très clair : vivre parmi les pauvres comme des mineurs », dit sœur Cristina Souza. "Avec les peuples indigènes, nous essayons d'être la présence fraternelle et

solidaire qui se met au service, même si nous sommes persécutés pour les dénonciations que nous faisons de la violation des droits de ces peuples. »

De plus en plus, les dirigeants autochtones recherchent des espaces internationaux des droits humains pour exposer la réalité de leur vie et dénoncer les violations dont ils sont victimes. FI, en collaboration avec des partenaires du Brésil tels que le Conseil missionnaire indigéniste (CIMI) de la Conférence nationale des évêques du Brésil, a soulevé ces questions dans différents forums des Nations Unies, offrant une plate-forme aux dirigeants autochtones pour s'exprimer.

« Je crois que ce plaidoyer international doit être étendu et intensifié, afin que les droits des autochtones soient protégés et que le monde sache ce qui arrive aux habitants du Mato Grosso do Sul », déclare sœur Cristina. « Surtout en ce moment de notre histoire, où l'État non seulement refuse de garantir ces droits mais a également commencé à fonctionner comme un mécanisme contre la Création et les droits environnementaux. »

## / Programme pour l'Asie-Pacifique /



Sri Lanka

Papouasie Nouvelle Guinée

### Indonésie / Papouasie occidentale



Bien que des tensions latentes aient éclaté à plusieurs reprises en Papouasie occidentale, FI et la Coalition for West Papua ont constaté dans leur rapport annuel sur les droits humains que la situation s'est caractérisée par des schémas stagnants et récurrents. Avec la région pour la plupart fermée aux journalistes et aux observateurs internationaux, les racines profondes et historiques des franciscains continuent d'être l'une des rares sources d'informations fiables et vérifiées. Nous avons relayé des préoccupations spécifiques à travers un certain nombre de soumissions et de déclarations aux Nations Unies, notamment au Conseil des droits de l'homme, au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), au Comité des droits de l'homme et à un certain nombre de Procédures Spéciales.

## LE PROGRAMME ASIE-PACIFIQUE EN BREF

- A accueilli deux partenaires indonésiens à Genève et facilité les interventions en ligne de six partenaires supplémentaires du Sri Lanka (4) et des Philippines (2) ;
- A soumis 13 rapports à l'ONU sur l'impact négatif du changement climatique, des mesures liées au Covid-19, et sur la discrimination à l'encontre de plusieurs groupes dans la région ;
- A fait 13 déclarations orales lors des sessions pertinentes de l'ONU sur ces questions ;
- A participé aux examens des Nations Unies pour l'Indonésie, les Îles Salomon et l'Australie.
- A organisé des événements en ligne respectivement sur la responsabilité des violations des droits humains aux Philippines, et sur l'impunité et le rétrécissement de l'espace civique au Sri Lanka ;
- Visite de pays en Indonésie et participation à la rencontre annuelle des Franciscains en Papouasie occidentale, qui comprenait une formation de 16 personnes.



### Les Philippines

Les franciscains des Philippines se sont fermement opposés à la soi-disant guerre du gouvernement contre la drogue, marquée par la violence et les exécutions extrajudiciaires, tout en offrant du soutien et des soins pastoraux aux victimes majoritairement issues de communautés vivant dans la pauvreté. Depuis quatre ans, ils partagent régulièrement leurs témoignages au Conseil des droits de l'homme, qui a répondu en demandant une enquête officielle sur la situation en 2019. Les conclusions présentées en juin 2020 ont mis en évidence qu'il n'y avait pas de moyens nationaux réalistes d'obtenir justice dans le pays lui-même. Malgré une forte résistance du gouvernement, les organisations de la société civile, dont FI, ont veillé à ce que certaines préoccupations clés soient toujours reflétées dans le texte de la résolution ultérieure du Conseil.



### Les Îles Salomon

Les intérêts financiers et la corruption généralisée aux Îles Salomon ont créé une situation où les lois environnementales ne sont toujours pas appliquées. L'ampleur de l'exploitation forestière industrielle a augmenté au cours de la dernière décennie, avec des conséquences importantes en aval telles que la pollution des sources d'eau et des glissements de terrain, la perte de fertilité des sols et des moyens de subsistance, l'exploitation des travailleurs et la traite des êtres humains. FI a développé un nouveau partenariat avec la Société anglicane de Saint François pour surveiller la situation et recueillir des informations pour une soumission avant l'examen des Îles Salomon dans le cadre de l'EPU, en exhortant le gouvernement à adopter un plan global d'adaptation et d'atténuation du changement climatique et politique..



### Australie

# Rapport financier 2020

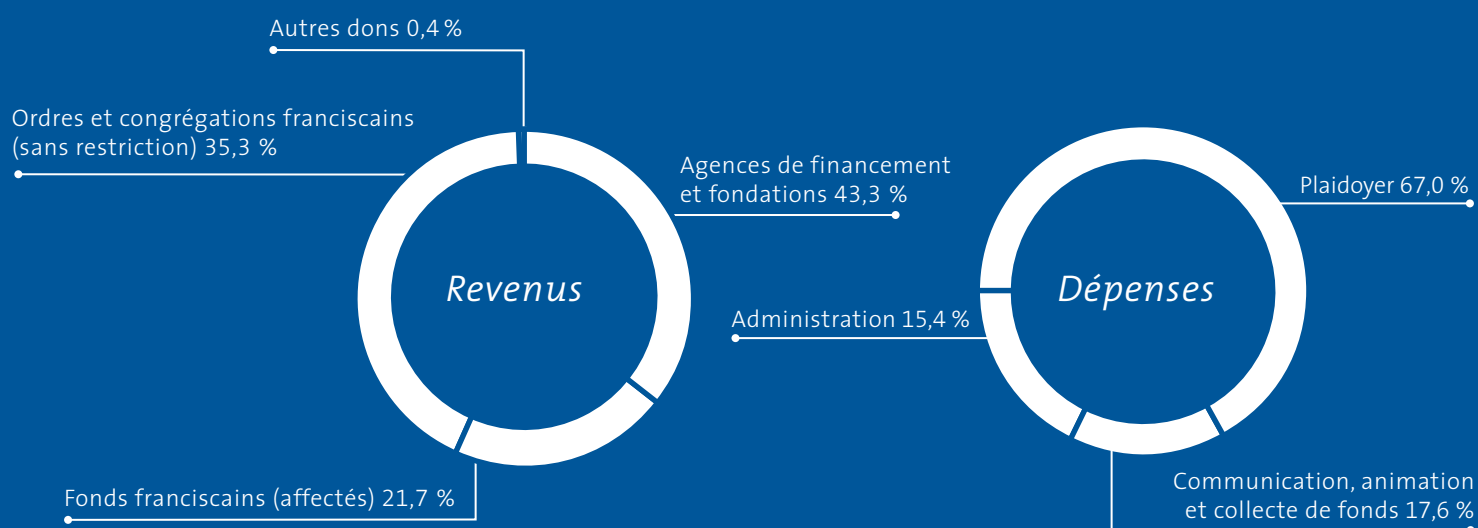
Révisé par PricewaterhouseCoopers SA

<i>Revenus</i>	<i>CHF</i>
Ordres et Congrégations franciscains (sans restriction)	388'947
Fonds Franciscains (restreints)	231'286
Organismes de financement et fondations	476'815
Autres Donations	3'994
<i>Total</i>	<i>1'101'042</i>

<i>Dépenses</i>	<i>CHF</i>
Plaidoyer	723'434
Communications, animation et collecte de fonds	166'024
Administration	191'015
<i>Total</i>	<i>1'080'473</i>

Total des produits et charges hors exploitation 20'546

*Résultat de l'année* 23



## Soutenez notre travail

Franciscans International dépend entièrement des dons des ordres et congrégations franciscains, des agences de financement, des fondations, des paroisses et des personnes sensibles aux valeurs franciscaines de solidarité, de paix, de justice sociale et de respect de l'environnement. Faites la différence avec votre don et aidez-nous à protéger la dignité humaine et l'environnement.

### Dons internationaux

Envoyez un virement bancaire: Nom du titulaire du compte : Franciscans International/Adresse du titulaire du compte: Rue de Vermont 37-39, CH 1202 Geneva/Nom de la banque: UBS SA/Adresse : Route de Florissant 59, CH 1206 Geneva/SWIFT/BIC: UBSWCHZH80A/IBAN: CH69 0024 0240 3573 8401 F

### États-Unis

Faites un chèque à l'ordre de: Franciscans International/246 East 46th Street #1F/NY 10017-2937, New York/United States

Franciscans International est une organisation à but non lucratif. Les dons sont déductibles d'impôts en Suisse, aux États-Unis et en Allemagne. Pour plus d'informations sur la manière dont vous pouvez soutenir notre travail, veuillez contacter [director@fiop.org](mailto:director@fiop.org).



Franciscains lors d'une manifestation pour le climat à Genève  
© Franciscans International

## Remerciements aux donateurs

Franciscans International tient à exprimer sa sincère gratitude aux ordres franciscains, aux congrégations et à tous les donateurs individuels pour leur soutien à ce ministère commun.

Nous remercions également les organismes suivants pour leur généreux financement en 2020: Adoff (Pays-Bas), Adveniat (Allemagne), Brot für die Welt (Allemagne), CCFD-Terre Solidaire (France), Fastenopfer (Suisse), Franciscan Missions (États-Unis), Franziskaner Mission (Allemagne), Miseen Cara (Irlande), Misereor (Allemagne), Missionszentrale der Franziskaner (Allemagne), Rose Marie Khoo Foundation (Suisse).

## *L'équipe de FI*

*Markus Heinze OFM*

Directeur exécutif

*Sandra Epal-Ratjen*

Directrice du plaidoyer international/  
Directrice exécutive adjointe

*Cédric Chatelanat*

Responsable du développement  
institutionnel

*Benedict Ayodi OFMCap*

Chargé de la sensibilisation

*Clémence Billard-Schachter*

Chargée du plaidoyer (junior)

*Lourdes Briones*

Chargée des finances

*Marya Farah*

Représentante aux Nations Unies  
(New York)

*Thomas Kleinveld*

Chargé de communication

*Ulises Quero*

Coordinateur du programme  
Amériques

*Mickaël Repellin*

Coordinateur du programme Afrique

*Budi Tjahjono*

Coordinateur du programme Asie -  
Pacifique/Directeur adjoint du plaidoyer

*Alena Carl*

Stagiaire

*Audrey Ferdinand*

Stagiaire

*Dominique Reischl*

Stagiaire

# Conseil d'administration internationale

## *Joseph Rozansky OFM*

Représentant de l'ordre des frères mineurs (Président)

## *Joseph Blay OFMConv*

Représentant de l'ordre des frères mineurs conventuels

## *James Donegan OFMCap*

Représentant de l'ordre des frères mineurs capucins

## *Kevin Queally TOR*

Représentant du troisième ordre régulier de Saint François (Vice-Président)

## *Carla Casadei SFP*

Représentante de la conférence franciscaine internationale des sœurs et frères du troisième ordre régulier de Saint François (Trésorière)

## *Ruth Marcus OFS*

Représentante de l'ordre franciscain séculier

## *Clark Berge SSF*

Représentant de la Société de Saint François (Secrétaire)

## *Markus Heinze OFM*

Directeur exécutif de Franciscans International (ex officio)

# *Notre vision*

Une communauté internationale où la dignité de chacun est respectée, les ressources partagées équitablement, l'environnement protégé, et où les nations et les peuples vivent en paix.

# *Notre mission*

En adoptant une approche basée sur les droits de l'homme, Franciscans International plaide aux Nations Unies pour la protection de la dignité humaine et la justice environnementale.



**Franciscans International**  
A voice at the United Nations

## *Genève*

37-39 Rue de Vermont, C.P.104, CH-1211 20, Suisse  
+41 22 779 40 10 / [geneva@franciscansinternational.org](mailto:geneva@franciscansinternational.org)

## *New York*

246 East 46th Street #1, New York, NY 10017-2927, États-Unis  
+1 (917) 675 10 70 / [newyork@franciscansinternational.org](mailto:newyork@franciscansinternational.org)

[www.franciscansinternational.org](http://www.franciscansinternational.org)



Linked . The LinkedIn logo is a white lowercase 'in' on a blue square background.